

Nouveaux Cahiers du socialisme

Réinventer l'économie, réinventer nos vies

Anna Kruzynski

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 15, hiver 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/80893ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kruzynski, A. (2016). Réinventer l'économie, réinventer nos vies. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (15), 209–215.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Réinventer l'économie, réinventer nos vies

ANNA KRUYNSKI¹

J'ai commencé mon aventure militante il y a 20 ans, dans le mouvement étudiant. Ensuite, je me suis impliquée, au tournant du siècle, dans les groupes altermondialistes et le mouvement communautaire de mon quartier, Pointe-Saint-Charles². Dans la foulée du Sommet des Amériques à Québec en 2001, j'en suis venue à m'accoler l'étiquette d'anarchiste. J'ai organisé des actions directes, car je me suis aperçue que les tactiques traditionnelles, comme la manifestation de masse et même la désobéissance civile non violente, avaient leurs limites dans un contexte de capitalisme avancé. De même, j'ai compris que les mouvements sociaux identitaires – j'ai milité pendant plusieurs années dans le réseau des féministes radicales³ – bien qu'ils aient été pour moi un lieu d'apprentissage et d'*empowerment*, ne répondaient pas à mon envie de participer à la construction d'alternatives économiques et politiques. En 2005, avec un collègue anarchiste de la Pointe, Marcel Sévigny, nous avons formé un collectif qui s'inspirait notamment des idées de Murray Bookchin sur l'écologie sociale⁴.

Aujourd'hui, ce groupe d'affinités s'appelle *La Pointe libertaire*, et notre mission est de travailler à l'autogestion du quartier, dans toutes les sphères de

1 Le texte est extrait d'une présentation à l'université populaire des Nouveaux Cahiers du socialisme en août 2015, dans le cadre de l'atelier « Socialistes et libertaires : pour un multilogue ». Merci à Pierre Beaudet pour son aide à la rédaction de cet article.

2 Collectif CourtePointe (Isabelle Drolet et Anna Kruzyński, dir.), *Pointe Saint-Charles : un quartier, des femmes, une histoire communautaire*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2006.

3 Anna Kruzyński, « De l'Opération SalAMI à Némésis: le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 227-262.

4 Anna Kruzyński et Marcel Sévigny, « Réhabiliter la politique : une option libertaire », *Possibles*, vol. 29, n° 1, 2005, p. 28-45.

la vie: politique, économique, sociale et culturelle⁵. Avec la Pointe libertaire, et plus tard le Centre social autogéré⁶, nous avons organisé des actions directes de réappropriation d'espaces, comme l'occupation d'un terrain qui est devenu, de nos mains, le Jardin de la liberté. Nous avons également pris le contrôle de l'ancienne usine de chandelles sur le canal Lachine pour y installer le Centre social autogéré; duquel nous nous sommes fait expulser *manu militari* après 24 heures d'occupation. Ensuite, nous nous sommes alliés à des organisations communautaires du quartier pour mener une campagne musclée qui s'est soldée par une victoire retentissante: l'expropriation populaire du bâtiment 7, un des 20 bâtiments vendus pour la somme d'un million de dollars à un propriétaire capitaliste⁷. Enfin, notre groupe s'est présenté à de nombreuses batailles de rue: au G20 à Toronto en 2010, à Montebello contre le Partenariat pour la sécurité et la prospérité en 2007, aux manifestations du printemps 2012, à la manifestation anticapitaliste du 1^{er} mai 2015 et, à chaque année, aux Conférences de Montréal. On a été brutalisés et judiciairisés à plusieurs reprises, on a pratiqué l'autodéfense et on a appris beaucoup.

En parallèle, je travaille avec le Collectif de recherche sur l'autonomie collective⁸, groupe d'affinités féministe et libertaire, qui étudie son propre mouvement. Plus de 200 militantes et militants libertaires participent de près ou de loin au projet qui débouche sur des ateliers d'introduction à la praxis libertaire et les pratiques anti-oppression, sur des monographies de groupes autogérés, sur des articles scientifiques et grand public traitant du projet politique libertaire⁹ ou encore, sur l'influence des proféministes *queers* et antiracistes au sein des milieux anarchistes¹⁰.

5 Anna Kruzynski et Marco Silvestro, « Proximité physique, vie de quartier et luttes anarchistes », dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski (dir.), *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*, Montréal, Lux, 2013, p. 137-151.

6 Anna Kruzynski, « L'autonomie collective en action : le cas du Centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles », *Nouvelles pratiques sociales*, hors série 2 : L'action communautaire: Quelle autonomie ? Pour qui ? (soumis en octobre 2015, à paraître au printemps 2016).

7 La Pointe libertaire, *Bâtiment 7. Victoire populaire à Pointe-Saint-Charles*, Montréal, Écosociété, 2013.

8 Collectif de recherche sur l'autonomie collective, <www.crac-kebec.org>.

9 Rachel Sarrasin, Anna Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton, « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec », dans Pascale Dufour, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault (dir.), *Radicalités et radicalisations : la fabrication d'une nouvelle norme politique ?* [numéro thématique], *Lien social et Politiques*, n° 68, automne 2012, p. 141-166.

10 Émilie Breton, Sandra Jeppesen, Anna Kruzynski et Rachel Sarrasin, « Féminismes au cœur de l'anarchisme contemporain au Québec : pratiques intersectionnelles sur le terrain », *Recherches féministes* (sous presse).

Arrêter pour mieux continuer

Au cours de cette période, j'ai accouché d'un enfant, j'ai participé à la gestion de ma coopérative d'habitation et je me suis occupée de ma mère, en phase terminale du cancer. Après les mobilisations de 2012, j'ai donc frappé un mur. Psychologiquement, intellectuellement et physiquement. Plus capable de courir. Chris Dixon, un camarade qui a fait une étude avec des anarchistes sur ce qu'il appelle « une autre politique »¹¹, parle d'un tapis de course et de ses conséquences néfastes sur nos vies, mais aussi sur notre mouvement. Un mouvement qui se veut perturbateur des systèmes d'exploitation et d'oppression, mais aussi, constructeur, dans le ici et le maintenant, d'un vivre-ensemble basé sur les valeurs d'aide mutuelle, d'autonomie, de respect, de liberté, de bien-être. Or, le tapis de course n'est pas compatible avec ce vécu de préfiguration.

En tant que professeure à l'université, je bénéficiais des privilèges d'un bon salaire, des avantages sociaux et de la liberté d'agir et de penser. J'ai aussi eu la chance de vivre entourée de monde génial, d'avoir un réseau d'entraide de personnes amies, militantes et voisines. Grâce à tout cela, j'ai pu sortir de ma dépression. Mais ce n'était plus possible de continuer comme avant. Comment faire pour ne pas me retrouver de nouveau dans ce trou sans fond dans lequel j'étais tombée ? J'ai passé un an en congé sabbatique à lire avidement sur la révolution, le changement social, les idées anarchistes et marxistes autonomistes sur l'économie et la politique, les idées féministes sur le *caring* et le vivre-ensemble.

Je vous raconte tout cela, car je sais que des camarades vivent des situations similaires à un moment donné dans leur vie. Plusieurs décident de passer à autre chose ou sont forcés de le faire pour cause de santé ou encore, de précarité. Il y en a d'autres qui se disent : « Bof, mes idées de jeunesse, c'était la folie, de l'utopie », et décident alors de s'impliquer dans les luttes électoralistes ou marxistes pour la prise de l'État. C'est dans ce tourbillon que je suis tombée sur J. K. Gibson-Graham.

J. K. Gibson-Graham

Ce sont deux géographes, expertes en économie politique féministe, qui ont pris d'assaut le milieu intellectuel marxiste dont elles ont fait partie dans les années 1990. Elles se sont construit une carapace, des limites psychologiques étanches et un rapport de force en créant ce nom de plume, J. K. Gibson-Graham. Julie Graham, décédée du cancer il y a une dizaine d'années, était professeure à l'Université du Massachusetts.



Katherine Gibson à gauche et
Julie Graham à droite

11 Chris Dixon, *Another Politics. Talking Across Today's Transformative Movements*, Oakland, University of California Press, 2014.

Katherine Gibson, quant à elle, est professeure à l'Université de Western Sydney en Australie. L'une était très forte en théorie, l'autre, en empirie. Ensemble, elles ont formé un duo extraordinaire, courageux et brillant.

En 1996, dans le cadre de discussions sur l'inévitabilité de la globalisation capitaliste, elles publient *The End of Capitalism (As we Knew it)*¹². Elles proposent une thèse controversée, à savoir que la tradition intellectuelle de la gauche en général, mais en particulier la tradition marxiste, de par son insistance sur le capitalisme comme étant LE système unitaire, globalisant, envahissant et hégémonique, a contribué à provoquer une crise dans la politique de gauche. En bref, elles avancent que le projet de comprendre la bête a produit une bête, que ce processus de production du savoir au service de la politique a eu un effet aliénant et que la conception du « capitalisme hégémonique » interfère avec l'imaginaire anticapitaliste. En 2013, elles publient *Take Back the Economy*¹³ – qui reprend les idées de leur travail sous la forme d'un outil d'éducation populaire. Le projet *Community Economies*¹⁴ regroupe aujourd'hui une centaine de chercheuses et de chercheurs militants et plusieurs communautés partout dans le monde.

Au fur et à mesure que j'avais dans ma lecture, je devenais de plus en plus stimulée. J'avais finalement trouvé le lien, le cadre explicatif que je cherchais confusément, toujours en vain. L'anarchiste en moi, mais aussi la féministe, l'écologiste, l'anticolonialiste se sentait soudainement chez elle. Dans ce court texte, il est impossible de rendre compte du corpus intellectuel de J. K. Gibson-Graham. Leur travail théorique et empirique est immense. Mon objectif est donc beaucoup plus modeste : piquer l'intérêt de la lectrice, du lecteur, lui donner l'envie de découvrir le réseau des économies communales.

L'autodétermination économique

En premier, il faut éjecter le capitalisme du siège du conducteur et reconnaître l'existence d'une économie diversifiée¹⁵. Le capitalisme est perçu comme le seul système économique qui existe et qui est donc possible. Il est naturalisé et, pour la plupart des gens, les processus économiques capitalistes sont inévitables. Même pour des militantes et des militants anticapitalistes, le système est englobant et hégémonique, toujours vainqueur. Pour sortir de cette vision réductionniste, il faut voir ce qui est différent, le nommer, l'expliquer, sans toujours utiliser les processus capitalistes comme barèmes de comparaison. Il faut également démontrer que les économies sont toujours un processus en

12 J. K. Gibson-Graham, *The End of Capitalism (As we Knew it). A Feminist Critique of Political Economy*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.

13 J. K. Gibson-Graham, *Take Back the Economy. An Ethical Guide to Transform our Communities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013.

14 Ce projet dispose d'un site Internet : <www.communityeconomies.org/Home>.

15 J. K. Gibson-Graham, *A Postcapitalist Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.

devenir, qu'elles ne sont ni fixes ni « naturelles ». La première tâche serait donc de reconnaître que plus de 50 % de nos activités économiques sont alter ou non capitalistes. Au cours d'ateliers réunissant des acteurs communautaires, J. K. Gibson-Graham utilisent l'image de l'iceberg pour cartographier la diversité des processus économiques de notre quotidien.



Figure 2. L'iceberg de la diversité des processus économiques de notre quotidien

En réalisant que nous sommes toutes et tous acteurs économiques, l'économie devient familière, intime même, et cette compréhension ouvre les portes au changement social.

Une fois cette première tâche accomplie, J. K. Gibson-Graham travaillent avec les communautés pour faire vivre des économies communales en ouvrant des espaces de prise de décision éthique et politique au sein desquels l'interdépendance est construite au fur et à mesure que les gens transforment

leurs moyens d'existence et leur vie en général. Dans une économie communale, on agit sur une série de coordonnées éthiques.

- Bien survivre ensemble, de manière équitable et juste : se réapproprier le travail. Qu'est-ce qui est nécessaire pour la survie personnelle et sociale ? Quel pourcentage de notre journée représente le travail pour l'argent par rapport au travail pour la vie ? Est-ce que nos vies sont équilibrées ? Est-ce que nous sommes heureux ? Est-ce que nous valorisons le travail non rémunéré, notamment le travail ménager, le soutien émotionnel et le *caring* ? Est-ce qu'on considère comment notre travail contribue à la survie collective des humains et de la planète ?
- Distribuer les surplus afin d'améliorer le bien-être et la santé de la planète : se réapproprier les entreprises. Comment le surplus social est-il approprié et distribué ? Combien d'argent est investi dans les paiements de survie, les dépenses de l'entreprise et la richesse individuelle (ou collective) ? Quel pourcentage est utilisé pour soutenir les personnes qui ne produisent pas, pour maintenir ou construire les communs ?
- Aller à la rencontre de l'autre de manière à soutenir son bien-être comme le nôtre : se réapproprier les marchés. Est-ce que nos manières de consommer améliorent ou détériorent le bien-être des autres ? Comment peut-on rendre nos transactions, nos rencontres avec l'autre, producteur/consommateur, plus directes ?
- Maintenir et élargir nos communs naturels et culturels : se réapproprier la propriété. Quelles sortes de propriété est-ce que j'utilise dans ma journée ? Comment peut-on transformer les propriétés en communs ? Que doit-on faire pour gérer, collectivement, les communs en libre accès ? Est-ce que les activités de *commoning* seront viables pour les sept prochaines générations ?
- Investir la richesse pour que les générations futures puissent bien vivre : se réapproprier la finance. Comment investir pour assurer le bien-être de la planète, ainsi que le bien-être matériel, occupationnel et social des humains ?

Les réponses à ces questions guident les choix éthiques pris par les acteurs et les actrices d'une économie communale. Que ce soit une petite communauté éloignée des métropoles dont l'économie a été dévastée par le départ de l'entreprise qui faisait travailler la majorité des résidents ou encore un désert alimentaire urbain, les personnes directement concernées deviennent, par ce processus, des acteurs économiques actifs, critiques et créatifs¹⁶.

16 Gerda Roelvink, Kevin St. Martin et J. K. Gibson-Graham (dir.), *Making Other Worlds Possible. Performing Diverse Economies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2015.

Une vision du changement social

De la politique du local à la politique de l'ubiquité (le global), J. K. Gibson-Graham s'inspirent des théorisations du féminisme de la deuxième vague pour expliquer comment les idées et les pratiques peuvent se propager au-delà du local sans structure formelle : les femmes sont partout, mais elles sont ancrées dans une localité. En se transformant individuellement, elles transforment leur communauté. Ces différentes communautés font partie de ce qu'elles appellent un ensemble vaste d'espaces désarticulés qui sont connectés par des toiles de signification. Dans cette vision, la diversité produit la résilience : l'économie est déjà diversifiée et on peut prendre des décisions éthiques pour élargir le spectre de certaines formes de travail, d'entreprises, d'investissements, de propriétés, dans l'optique d'augmenter la diversité économique et, par conséquent, de créer un avenir plus résilient. Un changement en provoque d'autres (interdépendance) : la transformation de l'économie est donc un processus incertain en changement continu. Il n'y a pas d'aboutissement final, complet. On ne peut donc pas tout planifier d'avance, on doit demeurer en état d'éveil, se laisser déstabiliser, prendre une posture de découverte, d'apprentissage.

En marchant, on se pose des questions (*preguntando caminamos*), selon le fameux dicton zapatiste. Tranquillement, en chemin, j'apprends à vivre avec l'incertain. Mes projets d'avenir vont dans ce sens. Je compte travailler à ouvrir des espaces de délibération autour des coordonnées éthiques proposées par J. K. Gibson-Graham. Déjà, les étudiantes et les étudiants en développement économique communautaire que j'ai la chance de côtoyer dans le cadre de mes cours participent avec grand intérêt à ces débats. En avril prochain, avec une collègue du Collectif de recherche interdisciplinaire sur la contestation (CRIC)¹⁷, j'organise un évènement dont l'objectif est d'introduire au Québec, à une plus grande échelle, les idées élaborées par J. K. Gibson-Graham. Katherine Gibson y présentera le cadre conceptuel du projet des économies communales et cinq chercheuses et chercheurs-militants discuteront de l'application de ce dernier à la transformation économique dans divers milieux. Ce sera aussi l'occasion de créer un dialogue entre ces chercheurs et des intervenants venus des différentes régions du Québec qui s'affairent à prendre en main l'économie dans leur coin du territoire. À partir de ce brassage d'idées et de pratiques, nous allons élaborer un programme de recherche-action qui, je l'espère, contribuera à l'ouverture des possibles, à insuffler un sentiment d'espoir et, de fil en aiguille, à l'émergence et à la consolidation de futures et futurs postcapitalistes.

17 Site du CRIC : <<http://recherche-contestation.org/>>. Rachel Sarrasin et moi sommes coresponsables du deuxième axe sur la contestation dans les espaces infrapolitiques.